

Les néo-libéraux, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît :

• Faire brûler la planète

Le dernier rapport du GIEC est sans appel : nos modes de production et la surconsommation sont les principales sources du dérèglement climatique. Mais pour les dirigeants des grandes puissances mondiales, l'ordre naturel du monde est capitaliste et l'on est bien loin du changement radical de modèle économique et productif qui s'imposerait, dans une visée de sobriété et de transformation des usages de l'énergie.

Ainsi, la COP 26 s'est confirmée comme un "festival de greenwashing", selon Greta Thunberg. Les hommes les plus riches de la planète, tels que Jeff Bezos ou Bill Gates, y ont défilé pour oublier que leurs entreprises détruisent la planète et bientôt le ciel / l'univers ? L'objectif de neutralité carbone a été clair, mais environ 400 jets privés ont atterri à Glasgow ou

dans ses environs pendant ce sommet. Le président Macron n'a pas été en reste : malgré les deux récentes condamnations envers son gouvernement pour inaction climatique de la part du Conseil d'État et du Tribunal administratif de Paris, il s'est posé en donneur de leçon.

Pendant ce temps-là, un document fuitait, dans lequel la France, avec la Hongrie gouvernée par le nationaliste Viktor Orbán, ou la Pologne dirigée par un gouvernement ultra-conservateur, demandait à ce que le gaz fossile et le nucléaire soient deux activités labellisées « énergie verte » par l'Union européenne.

On voit combien les combats écologiques et contre le capitalisme sont intrinsèquement liés.

• Faire des profits sur la pandémie

Alors que les cas de contaminations repartent à la hausse, une troisième dose vaccinale est recommandée pour les personnes de plus de 65 ans, mais la levée des brevets pour les vaccins contre le Covid n'est toujours pas d'actualité. Pourtant, le groupe Pfizer a encore revu à la hausse ce mardi ses prévisions de ventes annuelles : il prévoit désormais d'écouler pour 36 milliards de dollars.

2020 a été une année très profitable pour les banques : leurs revenus boursiers ont bondi de 42 % l'année dernière. Aux Etats-Unis, la pandémie a fait 43 nouveaux milliardaires, milliardaires dont la richesse est de 44 % plus élevée qu'au début de la pandémie. En France, la fortune des plus riches a

progressé de 30%, alors même que toute la richesse produite en France a reculé de 8%. Pourquoi ? Les états ont dépensé pour soutenir l'économie, les banques ont baissé les taux d'intérêt : cela a profité aux marchés boursiers, et donc aux plus riches, les dividendes ne "ruisselant" pas sur les salarié-es.

Levée des brevets, taxation des plus riches, lutte contre la fraude fiscale... Autant de pistes desquelles se détournent Macron et son gouvernement, qui entendent tirer un profit politique de la pandémie et n'ont pas intérêt à s'en prendre à celles et ceux qui appartiennent à leur camp : les dominant-es.

• Crier haro sur le baudet

C'est donc au reste de la population (les jeunes, les chômeur-euses, les migrant-es, les musulman-es, les pauvres...) que le pouvoir s'en prend.

Macron a annoncé, le mardi 2 novembre, le nouveau contrat engagement jeune. Ce dispositif institutionnalise l'entrée dans la vie active par la précarité, conditionne le versement d'une très petite allocation (jusqu'à 500 euros) à des contreparties. Cette mesure a un sens politique très clair si on la relie à la réforme de l'assurance chômage : celui de la restriction toujours plus grande des droits sociaux, sous-tendue par l'idée reçue selon laquelle les privé-es d'emploi le seraient par manque de volonté, par paresse, et que les aides sociales

décourageraient la recherche d'emploi. Les aides sociales doivent permettre de sortir de la très grande pauvreté pour se consacrer à la recherche d'emploi. Ce sont les questions de rémunérations, de pénibilité, de reconnaissance et d'éloignement des emplois disponibles qui devraient préoccuper Macron.

Réduction de 50 % de la délivrance de visas à l'Algérie et au Maroc et de 30 % à la Tunisie, insistance sur des obligations de contrôles beaucoup plus strictes dans le pacte migratoire européen encore en négociation, arrestation ciblée de militants sans papiers venus protester contre le sommet Afrique-France... Les discours et les actes xénophobes et

répressifs du gouvernement se multiplient. Les récents drames à Calais ont donné lieu à une surenchère médiatique ouverte par Xavier Bertrand. Les droites LR et LREM veulent que l'élection de 2022 se fasse très à droite, sur des questions sécuritaires ou d'immigration. C'est en effet la focale médiatique actuelle, définie par certains milliardaires d'ultra-droite qui utilisent les médias dont ils ont pris le contrôle pour promouvoir leurs idées, solubles dans le libéralisme. La surmédiatisation d'un Zemmour et des idées d'extrême droite permet de ne pas aborder les véritables clivages, les véritables inégalités et même les justifie. La gauche fragmentée n'offre à ce jour aucune perspective crédible de victoire. Le mouvement social a donc une responsabilité particulière dans la période dont l'enjeu principal est de remettre les questions sociale, écologique et féministes au centre du débat public.

Le scandale des Pandora papers a fait, très peu de temps, les gros titres,



sans soulever l'indignation de masse qu'il mérite. Les Pandora papers, c'est un mélange détonnant d'optimisation fiscale et de dissimulation frauduleuse d'actifs à l'internationale, notamment de la part de dirigeants politiques. A la clé, des milliards d'euros qui échappent au fisc, et donc à la solidarité nationale. Il s'agit du cinquième scandale en 5 ans. Avec les Pandora papers, on comprend l'inaction du gouvernement : celles et ceux qui sont censé-es lutter contre l'évasion fiscale, comme des chef-fes de gouvernements ou des ministres, détiennent eux-mêmes des avoirs dans les paradis fiscaux ou pratiquent l'"optimisation" fiscale. C'est au mouvement social de faire vivre ce thème dans l'agenda médiatique et politique. Attac a lancé début octobre une campagne de "prélèvement à la source des multinationales", derrière la banderole « Saisie pour évasion fiscale », pour faire monter la pression de l'opinion publique. C'est aussi ce type d'action que le syndicalisme de transformation sociale doit participer à construire.

• Détruire nos biens communs : les Services Publics et la Protection Sociale

Le lien entre la fuite de l'impôt et le financement des services publics et de la protection sociale n'est plus à faire. Ainsi, le projet de loi de finances 2022 annonce encore et toujours plus d'austérité pour les services publics (mais des créations de poste à l'Intérieur). Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale est très inquiétant : il annonce des réformes structurelles de nature libérale et comptable, à la manière de

celle des retraites.

Amélie de Montchalin continue à dérouler son plan libéral de destruction de la Fonction Publique : après le recours accru aux non-titulaires et la casse du paritarisme, elle entend désormais faire travailler plus les agent-es de certaines collectivités, qui bénéficieraient selon elle d'une réduction induite de leur temps de travail.

• Détruire l'école publique

A la mi-octobre, Blanquer a annoncé la création de son think tank, "Le laboratoire de la République", qu'il conçoit comme le fer de lance d'une lutte contre le "wokisme" qui, à l'instar du vocable "islamo-gauchisme", lui permet de disqualifier celles et ceux qu'il considère comme ses ennemi-es : celles et ceux qui ont conscience et qui dénoncent les discriminations et inégalités dont ils sont victimes. Face à la conscience aiguë, notamment de la jeunesse, des inégalités et discriminations à l'œuvre dans la société, Jean-Michel Blanquer met toute son énergie à faire comme si celles et ceux qui les dénoncent étaient des "ennemi-es de la République". Ses déclarations qui ont suivi, en forme de menaces à peine voilées contre les enseignant-es qui ne respecteraient prétendument pas les « valeurs de la République », en sont l'illustration, tout comme celles de Souad Ayada, présidente du conseil supérieur des programmes, dans le terrifiant numéro du Figaro magazine

consacré à l'école. Selon elle, il faudrait protéger l'école des « idéologies postcoloniales ou identitaires » « à la mode », qui se diffuseraient avec la participation des maisons d'édition, sur lesquelles elle déplore de n'avoir « aucun pouvoir ». Point commun de tout ce qui précède : la dénonciation des discriminations est jugée jusqu'au plus haut sommet de l'État comme une atteinte à l'unité nationale.

Le manque de volonté pour lutter contre les discriminations, est flagrant, notamment sur la question des élèves transgenres pour qui rien n'a été fait en termes de protection et de reconnaissance par l'institution pendant le quinquennat. Et quand un texte co-écrit par la DGESCO et les associations de défense des droits des personnes LGBTQI+ voit enfin le jour, on apprend qu'il est refusé en l'état par le ministre et réécrit pour introduire l'accord parental, contre l'avis des associations de personnes trans.

L'école de la République selon Blanquer, c'est aussi (et surtout ?) l'école privée. Après avoir rendu 75 millions d'euros de son budget en 2021, le projet Blanquer de budget 2022 comporte des cadeaux supplémentaires aux établissements privés, inclus dans les CLA, et la poursuite de la dégradation du Service Public d'Education qui profite aux officines privées. Sous couvert d'un apport du monde associatif à l'École, c'est bien souvent le monde de l'entreprise qui met le "pied dans la porte". Ce budget annonce par exemple la poursuite du plan #1jeune1solution, un dispositif de plus qui permet à l'entreprise et à l'idéologie néo-libérale d'entrer dans

l'École.

Blanquer promet une revalorisation qui n'est qu'un trompe l'oeil. Elle ne se fait évidemment pas sous la forme d'un dégel du point d'indice. Elle prend la forme de primes (comme celle dite "d'attractivité"), desquelles certains personnels sont exclu-es, et se fait au service du renforcement du contrôle hiérarchique à tous les niveaux : directeurs-trices d'école, Chargé-es de Missions auprès des Corps d'Inspection, création d'une part modulable de la prime REP dépendant de l'évaluation de l'engagement professionnel collectif des équipes, par école ou établissement...

Action : Osons, à notre tour !

Face à la virulence de ces attaques, nous ne pouvons que faire le constat d'un certain abattement dans les salles des professeur-es, doublé d'un attentisme habituel en période pré-électorale. Mais face à la destruction des protections sociales, des services publics et de l'Ecole Publique en particulier, face aux discours haineux, nous devons jouer à plein notre rôle.

Les mobilisations sont essentielles pour espérer faire reculer le gouvernement (et par anticipation certain-es candidat-es) au bénéfice d'un système éducatif allant dans le sens de l'intérêt des élèves et des collègues. On l'a vu les 23 septembre et 5 octobre : les manifestations, même minoritaires, infusent le débat public. Elles concourent à faire apparaître le SNES-FSU, à le positionner positivement aux yeux des collègues.

Dans notre secteur, le SNES-FSU s'attache à la construction du rapport de forces à tous les niveaux, dans l'attente de perspectives précises de mobilisations sous forme de grève :

- Le SNES-FSU mènera campagne sur des thèmes susceptibles de faire office de détonateurs : fin de la labellisation en Education prioritaire (qui signifie aussi la fin des primes), effectifs, suppressions de postes, fermetures de classes, non-remplacements et postes non pourvus, Projets Locaux d'Evaluation en lycées, pressions hiérarchiques (voir zoom), certifications, notamment Ev@lang et PIX dont le SNES demande l'abandon immédiat.
- Le renforcement et la formation des équipes militantes locales, dans les S1, est une priorité du SNES-FSU. Cela passe par exemple par la mise en place de collectifs de S1, le renforcement des décharges liées au travail de terrain et la possibilité pour les S1 de se coordonner localement (par des listes de discussions ou des forums).

- Dans les établissements, à l'échelle d'une ville, d'un bassin ou d'un département, le SNES-FSU appelle à tenir des réunions, Assemblées Générales, HIS, sur ces thèmes, et pour populariser et continuer à construire notre Plan d'Urgence pour l'Education, avec les collègues, qui sont partie-prenante de cette "société civile" que Macron et son monde ont dévoyée.
- Le SNES-FSU recherchera l'alliance la plus large avec les autres organisations syndicales et d'usager-es, pour construire un "Plus Jamais ça" de l'Education.

Tout cela donnera de l'écho à nos revendications, qu'il faut porter médiatiquement dans le cadre du débat public pré-électoral, sans se laisser enfermer dans l'agenda politique. Pour cela, des campagnes médiatiques parlantes et percutantes à l'image de la campagne féministe : "Les femmes travaillent gratuitement depuis le 3 novembre, 9h22" seront mises en oeuvre. Cela n'exclut pas la construction d'un mouvement de grève d'envergure, cela peut la nourrir au contraire.

Les campagnes et les luttes locales et sectorielles sont un point d'appui, certaines dates de mobilisations sociétales le sont aussi : 25 novembre contre les violences faites aux Femmes et grève féministe du 8 mars, 2 décembre pour les retraites et la protection sociale. Le SNES, avec la FSU, est partie prenante de ces mobilisations : il communique et appelle à y participer, comme il l'a fait pour le 6 novembre à l'occasion de la COP 26 de Glasgow. Le SNES-FSU reste également attentif à la manière dont les mobilisations pour le pouvoir d'achat et pour les salaires évoluent, et travaille à la construction d'une forte mobilisation interprofessionnelle sur la question salariale.

La question de la hiérarchie et de sa déclinaison managériale : un chantier syndical que le SNES-FSU doit rendre prioritaire

Dans l'ensemble des services publics, et l'Education Nationale ne fait pas exception, les agent-es font quotidiennement l'expérience d'une hiérarchie qui décide et applique unilatéralement. Pendant que Blanquer pilote le navire à coups de messages idéologiques douteux, de choix budgétaires étriés pour ce qui devrait être essentiel, mais importants pour ce qui est d'externaliser les services et des primes aux hiérarques locaux, les personnels et les usager·ères de l'Ecole sont aux abois. Ils doivent se plier au fondamentalisme de ce sinistre ministre et vivre sous le règne de la mise en concurrence et du pouvoir hiérarchique renforcé. Parcoursup, (auto-)évaluation des écoles et établissements, réforme du lycée, rendez-vous de carrière se déroulant sur trois grades, Projets Locaux d'Evaluation, réduction de la démocratie dans les CA, postes à profils, appels à projet, volet RH du Grenelle et son ruissellement hiérarchique pour contrôler le travail enseignant *a posteriori*, réforme de la formation initiale et du recrutement des enseignant-es pour le contrôler *a priori*... Sur le modèle du New public Management, Blanquer aime aussi à faire distribuer une partie des rémunérations (et bientôt des affectations) aux chefs d'établissement : on pense à la prime des personnels des REP+, aux IMP, aux enveloppes d'HSE. On assiste donc à la détérioration des conditions de travail et, cela va de paire, du Service Public d'Education. Il n'existe aucun dialogue véritable, et la répression, notamment syndicale, s'accroît. Et pour cause ! Avec une politique très massivement rejetée par les personnels, c'est par la force et sous la contrainte que le ministre entend imposer ses mesures.

Le SNES-FSU, pour lutter contre la hiérarchie et la répression, doit s'employer à recréer des collectifs de travail et militants forts, seuls à même de faire reculer l'administration. Cela passera par syndiquer massivement les collègues, reprendre la main sur le travail aujourd'hui prescrit, former les collectifs militants, mais aussi par la construction de résistances les plus larges face aux évolutions qui créent des échelons hiérarchiques, ou aux « expérimentations » qui sont en fait des leviers de transformation des pratiques et des métiers, contre l'avis des équipes.

Dans l'immédiat, le SNES-FSU doit mener campagne sur ce thème en direction des collègues et dans les médias. Il s'agit d'un thème central qui permet de faire le lien avec l'ensemble de la politique libérale de casse de l'École. Les modalités d'action et d'organisation de la lutte exemplaires des enseignant-es de Chicago en 2012 (grève majoritaire de 9 jours préparée par plusieurs actions symboliques et médiatiques) peuvent irriguer la réflexion stratégique du SNES-FSU quant aux suites à donner à cette campagne.